

الجمعية التونسية لتفعيل الحق في الاختلاف  
Association Tunisienne pour la Promotion du Droit à la Différence



Zoom sur

INFOS

**Du 27-07-2015 au 02-08-2015**

## Presse écrite francophone

### Sources

### Infos



29-07-2015

### Une décision contraire à toutes les normes des droits humains

La condamnation hier, au peloton d'exécution à l'encontre de Baghdadi Mahmoudi, n'aura été une surprise pour personne. Le tribunal siégeant à Tripoli, fief d'une coalition de milices islamistes, avait selon la plupart des organisations de défense des droits de l'Homme, tant nationales qu'internationales, mené les débats de manière expéditive et sans aucune garantie d'un procès équitable.

Baghdi Mahmoudi avait en vain fait part, selon son comité de défense, des tortures dont il a fait l'objet, aucune de ses doléances n'a été retenue ni même écoutée.

Le collectif de défense avait déjà exhorté, la veille du procès, les activistes et défenseurs des droits humains, à « intervenir pour mettre fin à cette mascarade ».

A l'issue du verdict il a déclaré que cette condamnation est contraire à la loi et aux normes internationales, et constitue une atteinte aux principes des droits de l'Hommes.

Pour sa part Zouhair Hamdi, du courant populaire a déclaré que son parti dénonce cette condamnation prononcée non pas par une instance officielle, mais une bande d'individus de hors-la-loi, qui est aux ordres de « Fajr Libya », liée à des parties qui à un moment donné gouvernaient la Tunisie. Il n'a pas manqué d'exhorter les Tunisiens à empêcher par tous les moyens « une telle boucherie ».

Par ailleurs, et en réponse à Moncef Marzouki qui avait demandé aux autorités libyennes à ne pas exécuter le jugement à la peine capitale à l'encontre de Baghdadi Mahmoudi, Fajr Libya a déclaré qu'il refuse toute immixtion dans les affaires internes de la Libye, surtout de la part de « celui qui n'a aucune qualité officielle ».

En réponse, Nouredine Bhiri, estime que « c'est une arrogance de faire endosser la responsabilité de l'extradition illégale de Mahmoudi, au parti Ennahdha. Ces personnes dont notamment Marzouki, doivent respecter l'obligation de réserve à laquelle ils sont tenus ».

**Ahmed NEMLAGHI**

26-07-2015

## **L'ARP adopte le projet de loi antiterroriste: Le pouvoir jubile; les ONG et l'opposition déchantent**

L'Assemblée des représentants du peuple (ARP) a adopté tard dans la nuit de vendredi à samedi le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent.

Après plusieurs jours de débat et de longues heures de tractations vendredi à huis clos pour trouver un consensus sur les points litigieux, les députés ont approuvé la nouvelle loi par 174 députés pour, 10 abstentions et aucun vote contre.

A l'inverse de la coalition au pouvoir, les organisations non gouvernementales actives dans le domaine de la défense des droits de l'Homme et, à un degré moindre l'opposition de gauche, ont vivement critiqué le nouveau texte de loi, qui comprend, d'après elles, des menaces pour les libertés.

Ainsi, la peine de mort, absente du texte de 2003, a été introduite pour certains crimes terroristes, en l'occurrence le meurtre contre une personne jouissant d'une protection internationale, la prise d'otage et le viol.

Si la peine de mort n'a jamais été officiellement abolie, la Tunisie observe un moratoire sur les exécutions depuis 1991. Des condamnations sont toujours prononcées, mais la peine se transforme en prison à vie

### **«Un danger pour les libertés»**

Les ONG notent aussi que la loi introduit des dispositions contraires à la Constitution et au droit international en allongeant le délai de garde-à-vue. D'après l'article 38, les officiers de la police judiciaire pourront garder un prévenu cinq jours au maximum, mais le procureur du tribunal de première instance de Tunis est habilité à prolonger cette durée à deux reprises. Un prévenu peut par conséquent être retenu en garde à vue 15 jours pour terrorisme, contre 3 jours en temps normal. Une durée déjà très longue selon les organisations internationales qui souhaitent que la Tunisie modifie son code de procédure pénale pour la réduire à 48 heures. Dans une note adressée à l'ARP, le bureau tunisien de l'organisation mondiale contre la torture exposait ses craintes face aux risques d'abus et de torture pendant l'interrogatoire et proposait de ne faire « aucune mention spécifique de la garde à vue » dans le projet de loi.

Les ONG ont, par ailleurs, dénoncé le recours facilité aux écoutes téléphoniques et la non protection du secret professionnel pour les médecins.

Le Front Populaire (opposition de gauche) a, quant à lui, brocardé la définition trop vague du « terrorisme », qui pourrait permettre d'y inclure des mouvements contestataires sans lien avec des mouvements dits terroristes.

Ce flou a été aussi pointé par Human Rights Watch et Amnesty international qui se sont inquiétées du risque de répression de certains actes qui ne sont pas véritablement de nature terroriste. «En effet, de simples manifestations pacifiques accompagnées de certains troubles pourraient être qualifiées d'actes de terrorisme», selon les deux ONG.

«Cette loi représente un danger réel pour les droits et les libertés en Tunisie, de nombreuses entorses aux normes internationales des droits de l'Homme ont été incorporées dans ce texte et elles représentent un recul par rapport à la loi de 2003 », a déploré Emna Guellali, directrice du bureau de Human Rights Watch en Tunisie.

«Ce projet de loi est un mauvais signal qu'on donne au monde libre qui nous regarde. On ne combat pas le terrorisme avec des réformes rétrogrades», s'est emporté de son côté l'avocat pénaliste Ghazi Mrabet.

Plusieurs experts et défenseurs des droits de l'Homme estiment dans ce cadre que la nouvelle loi antiterroriste ne sera pas une panacée en matière de lutte contre le terrorisme et soulignent la nécessité d'un subtil dosage entre répression des mouvements djihadistes et respect des libertés. «La Tunisie a besoin d'une réforme des forces sécuritaires intérieures au risque de sombrer dans le chaos ou de renouer avec la dictature», avertit le rapport d'International Crisis Group sur la réforme et la stratégie sécuritaire paru le 23 juillet.

Walid KHEFIFI



31-07-2015

## Un bébé palestinien meurt dans une maison incendiée par des colons

Le dossier de la colonisation vient d'être brutalement rouvert avec la mort d'un bébé palestinien brûlé vif, dans la nuit du 30 au 31 juillet, dans sa maison en Cisjordanie à la suite d'un incendie déclenché par des colons israéliens.

“Aujourd'hui nous pouvons voir les conséquences. Plus d'une fois nous avons appelé la communauté internationale à en finir avec des communiqués creux et à faire quelque chose de concret pour protéger les Palestiniens”, a déclaré Saeb Erekat, secrétaire général de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine, au pouvoir en Cisjordanie)”, [rapporte The Jerusalem Post](#).

31-07-2015

## Six personnes poignardées à la Gay Pride de Jérusalem

Un ultraorthodoxe a été arrêté le 30 juillet dans la soirée, suspecté d'avoir agressé six participants avec un couteau lors de la Gay Pride de Jérusalem.

Un homme a agressé au couteau six participants à la Gay Pride de Jérusalem, le 30 juillet. Le suspect, interpellé par les forces de l'ordre, a été identifié comme Yishai Shlissel, un ultraorthodoxe *"qui avait mené une attaque similaire en 2005, blessant trois marcheurs"* lors de cette même parade, [rapporte Ynet News, site du quotidien Yediot Aharonot](#). Il avait été emprisonné en 2005 pour purger une peine initiale de douze ans, mais avait été libéré il y a un mois pour bon comportement. Deux des victimes sont dans un état grave.

Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a qualifié cette attaque *"d'incident très sérieux"*, et a assuré que *"dans l'Etat d'Israël, la liberté de choix personnel est un de nos principes fondamentaux"*. L'attaque s'est produite dans les premières minutes de la Gay Pride, ajoute *Ynet*, qui parle d'un départ dans une *"atmosphère légère"*, avec *"des milliers de personnes, dont des responsables du gouvernement, du parti Meretz (gauche), et des organisations de droite"*.

Cette attaque *"est le résultat d'un échec des services de renseignements"*, estime de son côté [le quotidien de gauche Ha'Aretz](#), expliquant que la police a admis savoir que Shlissel avait été libéré de prison pour une attaque similaire, et que l'homme était *"susceptible d'agir contre des membres de la communauté gay"*. Il existe en Israël un système informatisé permettant aux services pénitentiaires d'informer la police de la sortie d'un détenu potentiellement dangereux. Mais si les détenus ne sont pas identifiés comme tels, personne ne les interroge pour connaître leurs intentions et leurs possibilités de réinsertion, regrette le journal, ajoutant que Shlissel avait rédigé il y a quelques jours un tract mentionnant son intention d'attaquer la Gay Pride. *"Désormais, la police va devoir expliquer pourquoi Shlissel n'avait pas à se présenter à un poste de police durant la parade"*, conclut *Ha'Aretz*.

## مقالات باللغة العربية

المصدر	المقال
 <p>30-07-2015</p>	<h3>منوبة: اغتصبوا مريضة نفسية وألقوا بها في الطريق</h3> <p>باشر أعوان الحرس الوطني بمنوبة تحقيقا حول تعرض مريضة نفسية الى عملية تحويل وجهة .. واغتصاب بعد مغادرتها مستشفى الرازي يأتي ذلك بعد عثور مواطنين على فتاة ملقاة على مستوى الطريق الرابطة بين صنهاجة والمركب الرياضي بمنوبة حيث كانت شبه عارية تعاني من جروح وخدوش وهي في حالة يرثى لها .. وقد قام المواطنون باعلام اعوان الحرس الوطني والحماية المدنية ليتم اسعافها ونقلها .. الى مستشفى شارل نيكول هذا وتولى اعوان الحرس فتح تحقيق في الحادثة بعد أن ذكرت الفتاة وهي اصيلة مدنية الحمامات في اولى تصريحاتها ان ثلاثة أشخاص حولوا وجهتها الى منطقة فلاحية نائية وهناك .. اعتدوا عليها واغتصبوها بوحشية ثم القوا بها على قارعة الطريق ولاذوا بالفرار ويرجح ان منحرفين وراء العملية قد يكونوا استدرجوا الفتاة للحصول على الأدوية المهدئة التي .. حصلت عليها والتي يتم بيعها لمستهلكي المخدرات</p>
 <p>30-07-2015</p>	<h3>الفقر.. الانقطاع الدراسي.. و«المستكرشون» في قفص الاتهام: أطفال... لكنهم عمال</h3> <p>لم يكونوا كغيرهم من الاطفال يرتدون ملابس العيد ويتنزهون.. بل كانوا يبيعون المشموم والمناديل الورقية وغيرها من البضائع.. ومنهم من يطلب بصوت فيه الكثير من الاستجداء، و .. طلب التعاطف شراء بضاعته.. إنهم اطفال ولكن يشتغلون</p> <p>الشروق حاولت تسليط الضوء على ظاهرة تشغيل الأطفال ومعرفة اسبابها خلال حديث مع السيد معز الشريف رئيس الجمعية التونسية لحماية الطفل أكد انه قد تمت فعلا ملاحظة ظاهرة تشغيل الأطفال وتصاعدها خلال الفترة الأخيرة وقال إنه تمت ملاحظة عمل الأطفال في الأسواق الأسبوعية واليومية وفي المحطات وفي بيع الغلال والمناديل الورقية وبيع التبغ .. إضافة إلى العمل في المجال الفلاحي واستغلال الفتيات في العمل في المنازل كمعينات منزلية وأشار إلى انه ما أصبح واضحا هو أن تشغيل الأطفال لم يعد كعمل ظرفي أو في العطل فقط بل على طول العام. والأخطر أنه وفي الشارع التونسي أصبح تشغيل الأطفال ظاهرة مقبولة ولم يعد التونسي يشعر بالانزعاج أو القلق نتيجة هذه الظاهرة أشار السيد معز أن هناك دراسة سابقة تم إعدادها حول تشغيل الفتيات كمعينات منزليات وكشفت ان هذه الظاهرة منتشرة في الشمال الغربي وتحديدًا في ولاية جندوبة ومعتمدية فرنانة إضافة إلى ولاية بنزرت وخاصة جهة سجنان.. وقد أورد تقرير لليونيسيف حول الاستغلال للفتيات كمعينات منزليات تفاصيل مختلفة وقال إن عددا من العائلات يعمدون إلى دفع بناتهن إلى الانقطاع عن الدراسة قصد تشغيلهن في المنازل أو في الفلاحة</p>

واعتبر رئيس جمعية حماية الطفل أن تسجيل اعداد كارثية من الأطفال المنقطعين عن الدراسة سنويا يتسبب في تحويل وجهة هؤلاء الأطفال نحو العمل واستغلالهم اقتصاديا وغيره من أنواع الاستغلال المادي والجنسي وغيره  
وقال إن أغلبية الانقطاعات عن الدراسة تلقائية باستثناء عدد من انقطاعات الأطفال من الإناث حيث يتم استغلالهن اقتصاديا كمعينات منزليات أو في المجال الفلاحي  
إجراءات وشبكات

ابتسام جمال



29-07-2015

## ندوة صحفية بمقر النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين.. مساندة لمطالب الصحفي المغربي علي المرابط

عبر الائتلاف المدني للدفاع عن حرية التعبير، خلال الندوة الصحفية التي عقدت أمس بمقر النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين بالعاصمة بالاشتراك مع منظمة "مراسلون بلا حدود" وبحضور ممثلين عن جمعيات ومنظمات عربية للدفاع عن حرية التعبير، عن تضامنهم مع الصحفي المغربي علي المرابط الذي ينفذ إضرابا مفتوحا عن الطعام منذ يوم 24 جوان 2015 وذلك احتجاجا على ما يعتبره تضييقات في بلده على حقه في ممارسة عمله الصحفي وتوجه منظمو الندوة الصحفية برسالة إلى السلطات المغربية عبروا فيها عن مساندتهم لمطالب الصحفي الذي تدهورت صحته بسبب الإضراب المفتوح عن الطعام والتمثلة في تجديد وثائقه الإدارية التي تسمح له بممارسة عمله وفق قوانين بلده وفي إعادة إصدار صحيفته الساخرة "دومان" خاصة وأن الحكم على الصحفي بالمنع من الكتابة وفق ما تم التأكيد عليه أمس بنفس المناسبة قد انتهى منذ أفريل المنقضي



29-07-2015

## كمال الجندوبي: تم إحصاء 157 جمعية تحوم حولها شبهة الارهاب وتعليق نشاط 80 جمعية

قال الوزير لدى رئيس الحكومة المكلف بالعلاقة مع الهيئات الدستورية والمجتمع المدني كمال الجندوبي يوم الثلاثاء أنه تم إحصاء 157 جمعية تحوم حولها شبهة الارهاب والعلاقة بجماعات تكفيرية وتعليق نشاط 80 جمعية والتنبيه على 83 جمعية أخرى بتسوية وضعيتها القانونية إضافة إلى حل عدد آخر من الجمعيات بقرار قضائي.  
وأوضح الجندوبي في تصريح لـ"وات" على هامش ورشة عمل بتونس مع الجمعيات الناشطة في مجال حقوق الإنسان أن تعامل الحكومة مع الجمعيات التي تحوم حولها شبهة الارهاب أو ثبت تورطها في أعمال إرهابية أو تربطها علاقات مع جماعات تكفيرية تهدد أمن البلاد ينظمه القانون مشيرا إلى التدرج في التعامل معها من مرحلة التنبيه بتسوية الوضعية إلى مرحلة تعليق النشاط في غضون شهر من التنبيه الأول إلى حلها نهائيا بمقتضى قرار قضائي.  
وشدد على ضرورة تناول ملف الارهاب وفق إستراتيجية واسعة النطاق لمحاربة هذه الآفة مبينا أن الجهود التي تم بذلها خلال الفترة المنقضية من إعلان حالة الطوارئ أنتت أكلها وسجلت نجاحات على مستوى العمليات الاستباقية وتتبع الخلايا النائمة والعناصر الإرهابية والقضاء على أخرى وفق تعبيره.

## Radio

### Sources

### Infos



31-07-2015

### Chafik Sarsar : l'ISIE n'a pas été consultée dans la désignation de la date des Municipales

le président de l'ISIE, **Chafik Sarsar**, que l'instance n'a pas été consultée dans la désignation de la date des élections municipales vers la fin de l'année 2016 suite à la réunion de la coordination des partis au gouvernement avec le chef du gouvernement.

Sarsar a précisé que seule une loi électorale pourra permettre la désignation d'une date exacte pour les élections municipales en insistant sur la nécessité d'entamer l'enregistrement des électeurs à partir de cette période car il sera par la suite trop tard pour rester dans les délais désignés.

Il a ajouté que l'ISIE se réserve le droit de déterminer la date des élections municipales et refusera toute date fixée par les politiques en dehors de son agenda, « c'est une erreur de déterminer une date pour les municipales sans fournir les prérequis nécessaires auparavant ».



31-07-2015

### "نقابة الصحفيين تطلق حملة "حرية الإعلام شادة في خيط"

أعلنت النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين ومنظمة "مراسلون بلا حدود" خلال ندوة صحفية انعقدت اليوم الجمعة 29 جويلية 2015 عن اطلاق حملة بعنوان "حرية الإعلام شادة في خيط" بداية من يوم غد غرة أوت و إلى غاية 15 من نفس الشهر.

وتهدف هذه الحملة الموجهة إلى مختلف مكونات الشعب التونسي من مجتمع مدني وسلطة حاكمة وأحزاب سياسية وصحفيين ومواطنين إلى جمع أكبر عدد من القوى المدافعة عن حرية الصحافة والإعلام، ودفع السلطة للعدول عن سحب مشروع قانون الحق في النفاذ إلى المعلومة

وقال ناجي البغوري رئيس النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين إن مطالبة وزارة العدل بسحب مشروع القانون الأساسي المتعلق بحق النفاذ الى المعلومة من مجلس نواب الشعب يعد "ضربة

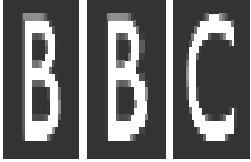


قاصمة في مسار الانتقال الديمقراطي وانتكاسة حقيقية لحرية الإعلام والتعبير بشكل عام" وهو يمثل أحد الأسباب الرئيسية لاطلاق الحملة. واستعرض البغوري ما اعتبره "بعض محاولات السلطة الحاكمة اليوم للتضييق على حرية الاعلام عبر سن جملة من القوانين على غرار قانون مكافحة الارهاب وقانون زجر الاعتداءات على الأمنيين معتبرا أن مثل هذه ممارسات "خطيرة جدا". وترمي الى ارجاع الاعلام والمسار الديمقراطي لتونس الى نقطة البداية" حسب تعبيره وأفادت مسؤولة مكتب تونس عن منظمة "مراسلون بلا حدود" ياسمين كاشا من جانبها بأن "واقع حرية الاعلام والصحافة في تونس اليوم أصبح مهددا نتيجة محاولة الحكومة لسن قوانين تحد من حرية الصحافة وعدم التعامل بجدية مع بعض الملفات التي تهم الصحفيين ومشاكلهم" مؤكدة أنه سيقع نشر حملة "حرية الإعلام شادة في خيط" بمختلف وسائل الاعلام عن طريق الومضات الاشهارية وكذلك التعليقات واللافئات الاشهارية بتونس العاصمة وعدد من ولايات الجمهورية.

## Téles et réseaux sociaux

### Sources

### Infos



31-07-2015

### "حرقوا الرضيع" ... تنديدا بمقتل طفل فلسطيني حرقا

مواضيع مختلفة جذبت رواد مواقع التواصل الاجتماعي في العالم العربي، لعل أبرزها حرق مستوطنين يهود منزل عائلة فلسطينية ومقتل طفل عمره 18 شهرا، ودراسة سعودية تشير إلى ارتفاع نسب تأخر سن زواج الفتيات السعوديات، ومغردون مصريون يدونون توقعاتهم لمستقبل بلدهم بعد خمس سنوات من اليوم

"بعد مقتل طفل فلسطيني حرقا .. مغردون يحتجون عبر "#حرقوا\_الرضيع

ضجت مواقع التواصل الاجتماعي بآلاف التعليقات المنددة بمقتل الطفل الفلسطيني، علي سعد دوابشة، البالغ من العمر 18 شهراً، بعدما أضرم مستوطنون يهود النار في منزل عائلته في الضفة الغربية

وما إن خمدت نيران الحريق الذي أودى بحياة الطفل علي دوابشة، حتى اشتعل موقع تويتر بعشرات الهاشتاغات، تنقل خلالها مغردون تفاصيل ووقائع الاعتداء، وأرفقوها بصور للطفل وعائلته بعد وقبل الحريق. ولعل أبرز هذه الهاشتاغات "#حرقوا\_الرضيع" و... اللذين ظهرا في أكثر من 300 ألف تغريدة "#wasburnedalive"

## البرلمان التونسي يقر قانونا لمكافحة الإرهاب يتضمن عقوبات تصل إلى الإعدام

صوت البرلمان التونسي بالأغلبية الساحقة ليل الجمعة على قانون مكافحة الإرهاب الجديد. وجاء هذا القانون كرد فعل تشريعي من قبل الحكومة على الاعتداءات المتكررة التي استهدفت هذا البلد في المدة الأخيرة. وتنص مواد فيه على عقوبات تصل إلى الإعدام، لقيت انتقادات كثيرة من قبل منظمات حقوقية

جديدا لمكافحة الإرهاب يرمي لتعزيز وسائل **قانونا** أقر البرلمان التونسي ليل الجمعة السبت التصدي للتيار الجهادي المسؤول عن الهجمات الأخيرة التي أدمت البلاد وبعد ثلاثة أيام من النقاش أقر القانون بأغلبية 174 نائبا وامتناع عشرة نواب عن التصويت، في حين لم يصوت ضده أي نائب

وكان البرلمان أقر الخميس مواد في هذا القانون تنص على عقوبات تصل إلى الإعدام رغم انتقادات منظمات غير حكومية وتجميد تنفيذ هذه الأحكام

وتنص المادة 26 في مشروع القانون على أنه "يعد مرتكبا لجريمة إرهابية ويعاقب بالإعدام كل من يتعمد قتل شخص يتمتع بحماية دولية

فيما تنص المادة 27 على الإعدام بحق "كل من قبض على شخص أو أوقفه أو سجنه أو حجزه دون إذن قانوني وهدد بقتله أو إيذائه أو استمرار احتجاجه من أجل إكراه طرف ثالث" إذا نتج عن ذلك الموت

أما المادة 28 فتتص على عقوبة الإعدام "إذا تسبب الاعتداء بفعل الفاحشة في موت المجني عليه، كما يعاقب بالإعدام كل من يتعمد في سياق جريمة إرهابية موقعة أنثى دون رضاها

وتبنى النواب هذه المواد رغم دعوات المدافعين عن حقوق الإنسان ومنظمات غير حكومية بينها إلى إلغاء عقوبة الإعدام في تونس "هيومن رايتس ووتش" منظمة العفو الدولية و ولم ينفذ أي حكم بالإعدام في تونس منذ 1991 بعد تنفيذ 135 حكما بالإعدام منذ الاستقلال بينها **عهد الحبيب بورقيبة** 129 في

ويرى منتقدو القانون الجديد أنه لا يحمي حقوق المشتبه بهم، ويعتبرونه فضفاضا في تعريفه "للإرهاب"، ما يخلق مخاوف لديهم من أن يستغل في الحد من حرية التعبير والصحافة

## سويسرا: صحفي مغربي ينهي إضرابا عن الطعام بعد استجابة الرباط لمطالبه

أوقف الصحفي المغربي علي المرابط، الذي منع من الكتابة في بلده لعشر سنوات انتهت خلال 2015، إضرابا عن الطعام لأكثر من شهر بدأه في 24 حزيران/يونيو بالعاصمة السويسرية جنيف. إثر نزاع إداري مع السلطات المغربية

الذي منعه القضاء في 2005 من الكتابة في بلاده لمدة **علي المرابط** قال الصحفي المغربي 10 سنوات بتهمة الإساءة للملك محمد السادس. إنه وإثر سماح وزير الداخلية "رسميا" له بتجديد جواز سفره في إسبانيا وتمكينه من الحصول على شهادة الإقامة في المغرب، قد قرر إيقاف إضرابه عن الطعام

الذي يحمل أيضا الجنسية الفرنسية، أنه سيقوم "بمجرد أن تسمح حالته الصحية **المرابط** وأوضح بذلك، بتجديد جواز سفره لدى الخدمات القنصلية (المغربية) في برشلونة" حيث يقيم بحسب تصريحات السلطات المغربية

وفي مرحلة ثانية كما أوضح البيان نفسه، سيعود إلى المغرب ليقوم مدة ثلاثة أشهر في منزل والده بمدينة تطوان (شمال) ليتقدم بعدها بطلب الحصول على شهادة الإقامة. وكشف عن نيته في التقدم بطلب للحصول على "وصل إيداع الأسبوعية الساخرة" التي منعت خلال العشر سنوات الأخيرة

وقال عضو في لجنة التضامن المغربية مع علي المرابط مساء الثلاثاء، إن إيقاف الإضراب عن الطعام يأتي "لإنقاذ حياة علي التي قال تقرير الطبيب إنها في خطر، وكذلك إثر تصريح وزير الداخلية الذي قال إنه يمكنه الحصول على جواز السفر خلال ثلاثة أيام

وفي مقابلة مع عدد من وسائل الإعلام، قال محمد حصاد وزير الداخلية المغربي "بإمكانه الحصول، في ظرف ثلاثة أيام، على جواز سفر جديد لدى قنصلية المغرب ببرشلونة حيث يقيم (...). وإذا أراد الحصول على شهادة للسكن، فإنه يجب عليه أن يتواجد في المغرب وفي عنوان ثابت، لمدة ثلاثة أشهر على الأقل

## Communiqués

Sources

Communiqués



28-07-2015



### الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان Ligue Tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme

تونس في 28 جويلية 2015

#### بيان

فوجئت الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان بصدور حكم الإعدام رميا بالرصاص من محكمة ليبية ضد المسؤولين الليبيين السياسيين السابقين ومن بينهم الدكتور البغدادي المحمودي وانطلاقا من موقفها المبدئي الرافض لعقوبة الإعدام والداعي إلى احترام الإتفاقيات والمعاهدات التي أبرمتها الدولة التونسية فإن الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان :

- تندد بأحكام الإعدام الصادرة وتعتبرها جانرة ومخالفة لمعايير المحاكمة العادلة.
- تأكيدا لموقفها الرافض لتسليم البغدادي المحمودي فإن الرابطة تحمّل الحكومة التونسية التي سلمته المسؤولية كاملة كما تحمّلها مسؤولية النتائج الكارثية لعملية التسليم المخالفة لإتفاقية التسليم المبرمة بين الدولتين الليبية والتونسية.
- تعتبر أنّ الحكم الصادر ضد الدكتور البغدادي المحمودي فيه خرق واضح لقرار التسليم واتفاقية التسليم إذ كان من المفروض أن يحاكم البغدادي المحمودي من أجل ملف مالي لا يستوجب عقوبات قاسية فإذا بالقضاء الليبي يقاضيه من أجل تهم متعددة وخطيرة.
- كما أنّه كان من المفروض أن يتم السماح للمحامين التونسيين بالدفاع عن البغدادي المحمودي وهو ما لم يحصل.
- تطالب الرابطة من الحكومة التونسية بأن تتحمل مسؤوليتها سعيا إلى عدم تنفيذ حكم الإعدام وإلى مراجعة المحاكمة.

عن الهيئة المديرية  
الرئيس  
عبد الستار بن موسى

43 - 45، شارع الحبيب بورقيبة - تونس 1000 - الكوليزي - مدرج ب - الطابق الثاني - مكتب 257  
الهاتف : 71258000 - الفاكس : 71257005 - البريد الإلكتروني : [contact@ltdh.tn](mailto:contact@ltdh.tn)



31-07-2015

## تونس - قانون مكافحة الإرهاب يهدد الحقوق يجب تشريع ضمانات تمنع الانتهاك

قالت ثمانية منظمات غير حكومية اليوم إن قانون مكافحة الإرهاب الجديد في تونس يُشكّل خطراً على حقوق الإنسان ويفتقر إلى الضمانات الضرورية ضد الانتهاكات. يمنح القانون قوات الأمن سلطات واسعة للقيام بالرقابة على الأشخاص. يسمح القانون بتمديد احتجاز المشتبه بارتكابهم جرائم إرهابية بمعزل عن العالم الخارجي من 6 أيام إلى 15 يوماً. ويسمح للمحاكم بعقد جلسات مغلقة لا يحضرها الجمهور، وللشهود بعدم الكشف عن هويتهم للمتهم في حالات غير معرفة بدقة. قالت المنظمات إن على البرلمان التونسي الحدّ من خطر الانتهاك الذي يسمح به هذا القانون الجديد، عبر تعديل مجلة الإجراءات الجزائية، على سبيل المثال، بما يضمن لجميع المحتجزين حق الاتصال بمحام مباشرة بعد الاعتقال، وكذلك قبل الاستجواب وأثناءه.

قال إريك غولدستين، نائب المدير التنفيذي لقسم الشرق الأوسط وشمال أفريقيا في هيومن رايتس ووتش: "الإرهاب يهدد الجميع في تونس، ولكن أي قانون يسمح للشرطة باستجواب المشتبه فيهم دون حضور محام لمدة 15 يوماً هو كذلك تهديد حقيقي لحقوق الإنسان في تونس".

في 25 يوليو/تموز 2015، تبنى مجلس نواب الشعب، البرلمان التونسي المتكون من 217 عضواً، قانون مكافحة الإرهاب بموافقة 174 نائباً واحتفاظ 10 نواب بأصواتهم. كانت الحكومة قد أرسلت مشروع القانون إلى البرلمان في 26 مارس/آذار، بعد الهجوم على متحف باردو في 18 مارس/آذار في تونس العاصمة، الذي ذهب ضحيته 23 شخصاً.

يستبدل القانون الجديد قانون سنة 2003 الذي اعتمد في حكم الرئيس السابق زين العابدين بن علي، واستخدمته المحاكم إلى حين خلعه في يناير/كانون الثاني 2011 لمحاكمة حوالي 3000 شخص. خلص تقرير للأمم المتحدة إلى أن هذا القانون استُخدم لتوجيه تهم إلى عدة أشخاص يُشتبه بتعاطفهم مع المعارضة رغم غياب أي أدلة على صلتهم بالإرهاب، وأدينوا اعتماداً على اعترافات انزعت منهم تحت التعذيب. بعد الإطاحة بالرئيس بن علي، جمدت السلطات الانتقالية تقريباً قانون سنة 2003، ثم عادت إلى العمل به في مايو/أيار 2013 بعد سلسلة هجمات مسلحة على قوات الأمن في جبل الشعانبي قرب الحدود مع الجزائر.

عند مناقشة القانون الجديد، أضاف البرلمان تعديلات تحسن بعض الضمانات، منها تعديل يعزز حق الصحفيين في عدم الكشف عن مصادرهم، وآخر يُجرّم اللجوء الي طرق تحري خاصة كالاختراق واعتراض الاتصالات من قبل الشرطة بدون إذن قضائي. غير ان القانون القي علي العديد من الخروقات.

قالت المنظمات الموقعة إن القانون يُعرّف الإرهاب بطريقة فضفاضة وغامضة. فيحتوي القانون علي قائمة الاعمال الإرهابية المجرمة منها الإضرار بالمتلكات العامة أو الخاصة أو الموارد الحيوية أو البنية الأساسية أو وسائل النقل أو الاتصالات أو المنظومات المعلوماتية أو المرافق العمومية عندما تكون في اطار مشروع فردي أو جماعي يهدف إلى بث الرعب بين السكان أو حمل حكومة أو منظمة دولية على فعل أمر ما أو الامتناع عنه. قد يتسبب هذا التعريف في قمع بعض الأعمال التي ليست لها طابع إرهابي. فالمظاهرات السلمية التي ترافقها بعض الفوضى قد تُعتبر أعمالا إرهابية.

مدّد القانون الجديد فترة الاحتجاز السابق للمحاكمة على ذمة قضايا إرهابية من 6 أيام (في قانون 2003) إلى 15 يوماً، دون أن يُسمح للمشتبه فيه بزيارات من محاميه أو عائلته. وقالت المنظمات إن احتجاز الأشخاص لدى الشرطة لفترات مطولة وبمعزل عن العالم الخارجي يزيد مخاطر تعرضهم لسوء المعاملة والتعذيب. كانت هذه الانتهاكات شائعة في العهد السابق، ومازالت مستمرة في الواقع، فقد نقلت التقارير عدة حالات تعذيب ووفاة مشبوهة تحت الاحتجاز لدى الشرطة منذ 2011. ينص دستور 2014 على السماح للمحتجزين بتمثيل قانوني من قبل محام منذ لحظة الاعتقال، ولكن مجلة الإجراءات الجزائية لا تسمح بهذا الحق إلا بعد أن يعرض الشخص على قاضي التحقيق.

على البرلمان مراجعة مجلة الإجراءات الجزائية بما يسمح لكل محتجز لدى الشرطة بحق الاتصال بمحام على وجه السرعة كما يقتضيه العهد الدولي للحقوق السياسية والمدنية و الميثاق الافريقي لحقوق الانسان والشعوب. و تنص المبادئ التوجيهية بشأن الحق في المحاكمة العادلة والمساعدة القانونية في أفريقيا على أن "تتوفر لجميع الموقوفين أو المحتجزين أو المسجونين فرص وأوقات وتسهيلات تكفي لأن يزورهم محام ويتحدثوا معه ويستشيروه، دونما إبطاء ولا تدخل ولا مراقبة، وبسرية تامة".

حتى الآن لم يناقش البرلمان مشروع قانون لتعديل مجلة الإجراءات الجزائية اقترحته الحكومة السابقة على البرلمان في 12 أبريل/نيسان 2013. يؤكد مشروع القانون على الحق في الاتصال بمحام مباشرة بعد الاعتقال، وينص على ضرورة حضور محام أثناء الاستجواب وفي المحكمة عند مواجهة المتهم بشهود أو ضحايا لجرائم مزعومة.

ينص قانون مكافحة الإرهاب الجديد على عقوبات، بينها الإعدام، ضد المتهمين المدانين بعمل إرهابي في حالة ما تسبب العمل الارهابي في موت شخص او اكثر او في حالة اغتصاب. لم يبلغ دستور سنة 2014 عقوبة الإعدام، وهي مكرسة في مجلة الإجراءات الجزائية، رغم أن تونس لم تنفذ أي إعدام منذ 1991. تُعارض المنظمات الموقعة على البيان عقوبة الإعدام في جميع الظروف كممارسة غاية في القسوة ولا يمكن تداركها.

يسمح القانون الجديد للقضاة بعقد جلسات مغلقة بوجه الجمهور. وتنص المادة 14 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية على حق كل شخص في محاكمة عادلة وعلنية،

وتبقي على استثناءات "الدواعي الآداب العامة أو النظام العام أو الأمن القومي في مجتمع ديمقراطي، أو لمقتضيات حرمة الحياة الخاصة لأطراف الدعوى، أو في أدنى الحدود التي تراها المحكمة ضرورية حين يكون من شأن العلنية في بعض الظروف الاستثنائية أن تخلّ بمصلحة العدالة". لكن المنظمات قالت إن القانون الجديد فشل في تحديد المعايير التي يجب توفرها قبل إجراء جلسة مغلقة، وهو ما يمنح القضاة سلطة تقديرية واسعة.

ينص القانون على أنه يُمكن، إذا اقتضت الظروف، عدم الكشف عن المعطيات التي من شأنها تحديد هوية الضحايا والشهود أو أي شخص آخر. وقد يتسبب استخدام شهود مجهولي الهوية، كما تنص على ذلك المادتان 68 و70، في تهديد حقوق المتهم ومنعه من إعداد دفاع جيّد لأن ذلك يحرّمه من الاعتراض على شهادتهم.

تنصّ المادة 14 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية على حق الطرف المتهم في الإطلاع على الشهود المستخدمين ضده. وتنص المبادئ التوجيهية بشأن الحق في المحاكمة العادلة والمساعدة القانونية في أفريقيا، التي اعتمدها اللجنة الأفريقية لحقوق الإنسان والشعوب، على حق المتهم في مناقشة شهود الاتهام، وحضور شهود لصالحه في الظروف نفسها. كما تنص أيضًا على أنه لا يُسمح باستخدام شهادات من شهود مجهولي الهوية أثناء المحاكمة إلا في ظروف استثنائية، مع الأخذ بعين الاعتبار طبيعة الجريمة وظروفها، والحفاظ على سلامة الشهود، وعندما يكون ذلك في مصلحة العدالة.

لا يستجيب قانون مكافحة الإرهاب التونسي لهذا الشرط لأنه يوفر للقضاة هامشًا كبيرًا لاعتماد شهادات من مجهولي الهوية كأدلة، دون تحديد أي معايير يتعين احترامها باستثناء عبارة "إن اقتضت الضرورة".

يمنع القانون، بعبارة فضفاضة، "الإشادة أو التمجيد بالإرهاب". أي شخص يثبت أنه "يتعمّد علنا وبصفة صريحة الإشادة أو التمجيد" بجريمة إرهابية، أو مرتكب جريمة إرهابية، أو منظمة أو تحالف مرتبط بجريمة إرهابية أو بأعضائها أو نشاطاتها، قد يُحكم بالسجن حتى 5 سنوات. قد تُستخدم هذه المادة لتقييد حرية الأفراد والمجموعات في التعبير بشكل غير مبرر. مثلاً، قد يُسجن شخص ما إذا قام بمجرد استخدام كلمة أو استعرض رمزاً يُعتقد أنه يساند الإرهاب، بغض النظر عما إذا كان ذلك يتسبب في أي فعل إرهابي ملموس.

أضاف المشرعون في اللحظات الأخيرة حكمًا يحمي الصحفيين والأطباء الذين صاروا، إضافة إلى المحامين، يتمتعون بحق حماية سرية المعلومات التي يحصلون عليها في إطار عملهم. من شأن هذا الحكم القانوني، الذي لم يكن موجودًا في قانون سنة 2003، تعزيز حرية الصحافة لأنه يُطمئن الصحفيين ومصادرهم أن الدولة لا تستطيع اختراق السرية المتفق عليها بينهما باسم التحقيق في قضية إرهابية.

يمنح القانون أجهزة الأمن والمخابرات سلطة استثنائية لاستخدام "طرق تحريّ خاصة"، منها التنصّت والاطلاع على محتوى الاتصالات ونسخها وتسجيلها واختراق المجموعات

الإرهابية المشتبه فيها من قبل أعوان شرطة، مع الحصول على إذن قضائي مسبق، وعلى ألا يتجاوز ذلك فترة 4 أشهر. في آخر جلسة تصويت، أضاف البرلمان حكمًا يمنع الانتهاك عبر جعل موظفي الدولة عرضة للسجن لسنة واحدة إذا تنصتوا على مجموعات أو قاموا بالاختراق دون إذن قضائي.

قالت غابرييل، مديرة مكتب المنظمة الدولية لمناهضة التعذيب: "بتبني هذا القانون، عرض البرلمان الحقوق التي كافح التونسيون من أجلها للخطر مجددًا. الآن عليه تشريع ضمانات فعالة لهذه الحقوق كي لا تكون أضرارًا جانبية في معركة مشروعة تهدف إلى حماية تونس من الإرهاب".

### المشاركون في التوقيع

منظمة العفو الدولية أمنستي

المادة 19

محامون بلا حدود - بلجيكا

الشبكة الأورو-متوسطية لحقوق الإنسان

الفدرالية الدولية لحقوق الإنسان

هيومن رايتس ووتش

المنظمة العالمية لمناهضة التعذيب

مركز كارتر